DÉCLARATION LIMINAIRE DU CSA DU 4 NOVEMBRE 2026

Aujourd'hui, il s'agit du dernier CSA du mandat 2022-2026.

Nous avons débuté cette période de travail par la réforme des retraites (passée en 49-3…) pour la terminer par le mouvement des lycéens et sa répression sanglante. Un film de la vie inversé mais où ce sont toujours les mêmes qui trinquent : les plus faibles. Ce que confirment encore et encore les manifestations contre la vie chère, des semaines passées.

Nos services ont continué d'œuvrer pendant cette période, faisant face à de plus en plus de situations ubuesques, essayant de garder le cap qui guide impérativement nos actions : l'accompagnement des usagers du service public pénitentiaire et le bien-être de nos collègues, camarades de labeur.

Dans ce sens, ce CSA est pour nous, une fois n'est pas coutume, de porter ensemble un regard sur ce qui fragilise nos services :

- ✗ le thème des **ressources humaines** qui voit les agents marqués par les arrêts de travail. Certes, les aléas de la vie sont là, mais nous ne pouvons nier que le contexte de surcharge de travail quotidienne nous rends tout-es fragiles. Et que dire de ce nouvel uppercut mis à la face des agents avec le passage au taux de 90 % du traitement indiciaire ? Vous êtes malades ? Pan un jour de carence ! Pan une paye plus faible !
- ✗ alors que le corps des PIP est des plus féminisé, le passage à 6 jours de **garde d'enfant malade** et l'impossibilité de cumul entre les 2 parents vient encore gréver la vie des fonctionnaires. Ton enfant est malade ? Prends un jour de congés !

Pour celles et ceux qui avaient encore un doute, cela confirme bien que si vous êtes fonctionnaires, voter du centre à l'extrême droite équivaut à se scarifier !

- ✗ le soutien à nos collègues de **Saint-Quentin Fallavier** qui voit les agents du MO Nord-Isère intervenir. Il s'agit d'une suite logique de nombreuses années où les agents du milieu fermé ont tellement souffert que le moment arrive où tout lâche, craque. Le soutien des collègues doit primer sur tout, ceci n'empêchant pas de se dire quel dommage !
- ✗ le MO de **Vienne** où les conditions de travail des personnels administratifs sur la borne d'accueil est inadmissible. D'autant plus que cela fait plus d'un an que des travaux sont promis mais jamais réalisés ! Dans la même veine, tout.e.s les agent.e.s du service ont subi les conditions climatiques caniculaires liées à la panne de l'air conditionné cet été, réparée le 11/09, après deux mois et demi de chaleur intense.
- ✗ les **ACT** ont été incompréhensibles cette année, avec une enveloppe budgétaire allouée mais sans fléchage précis. Ainsi, les services se retrouvent avec des achats qui sont perçus moins prioritaires et engendrent une grogne légitime.
- ✗ **Varces** qui voit nos collègues travailler dans des conditions inadmissibles depuis plusieurs mois, entre matériel acheté mais non installé, sanitaires et cuisine presque inutilisables du fait de l'absence de débit d'eau, décalage de plus en plus fort avec la détention qui abîme le travail de probation mené. Et quid de leur avenir avec des agents techniques qui viennent

prendre les dimensions de leurs futurs locaux de repos alors que les agents du SPIP ne savaient pas cette perspective !

- ✗ **Grenoble** qui se trouve en grande souffrance en termes de RH : deux départs en retraite, deux congés maternité non remplacés, des arrêts maladie ponctuels voire plus longs, qui ont nécessité comme à SQF à un ajustement de l'organisation de service en mode « dégradé »
- ✗ **Bourgoin-Jallieu**, le SAS a enfin été réparé et fonctionne depuis cet été, malheureusement après plusieurs années de dysfonctionnement. Nos syndicats louent le professionnalisme et la patience des agent.e.s de l'antenne mais s'en remettre au sort ne nous semble pas être une organisation de service viable.
- ✗ **Le siège** avec le départ de la responsable des RH, poste non pourvu à ce jour et l'aide produite par la secrétaire de direction à Varces, fragilisent davantage l'équipe qui a traversé un premier semestre compliqué en termes d'organisation de service.

Au final, ce mandat nous aura vu travailler avec la Direction dans un respect et une volonté commune d'œuvrer ensemble pour le bien de tous les agent.e.s, même si nous avons eu aussi des différends à certains moments.

Ainsi nous constatons que la mise en œuvre de politiques libérales, anti-fonction publique, répressives et sans aucune vision politique conduit à perdre le SENS du service public et la chance que nous avons de travailler pour la société.

Partant de ce triste constat, nous devrons toujours et encore porter la voix des agent.e.s pour que chacun-e soit respecté.e et entendu.e.

Pour conclure nous continuerons de porter un cap clair pour défendre les valeurs du Service Public Pénitentiaire.

Vienne, le 4 novembre 2026